

C'est le drame d'une terre saturée d'histoire et de symboles, théâtre d'un conflit aux répercussions planétaires. De la naissance du sionisme, sur fond de persécutions antijuives en Europe et d'agonie de l'Empire ottoman, à la montée, au début du XXI^e siècle, d'un antagonisme rendant très improbable le rêve d'une solution à deux États, « Le Monde » revient, dans une série de cinq articles produits par d'anciens correspondants dans la région, sur l'histoire de la guerre sans fin qui oppose Israéliens et Palestiniens

Sommaire

1. La Palestine, une terre deux fois promise.....	1
2. La Nakba, grande déchirure de la Palestine	5
3. À Jérusalem, en 1967, le retour du religieux.....	9
4. Conflit israélo-palestinien : de l'espoir d'Oslo aux réalités d'Hébron.....	12
5. En Israël, de la promesse de concorde à l'incendie identitaire	16

7 janvier 2024

1. La Palestine, une terre deux fois promise

En appuyant, en 1917, la revendication d'un foyer national juif en Palestine, le Britannique Lord Balfour choisit le sionisme, un mouvement né en réaction contre l'antisémitisme européen, ignorant les aspirations à l'indépendance des Arabes, en lutte contre l'Empire ottoman.

Par Benjamin **Barthe**

La scène se déroule par une belle nuit de 1916, dans le quartier de Westminster, à Londres. Deux gentlemen élégamment vêtus déambulent sous la lueur pâle de la lune. Ils discutent de l'avenir de la Palestine, cette province de l'Empire ottoman que l'armée de Sa Majesté se prépare à conquérir, dans le prolongement de la révolte arabe galvanisée par Thomas Edward Lawrence, dit « Lawrence d'Arabie ».

L'homme portant bouc et moustache qui mène la conversation est [Chaim Weizmann](#), 42 ans, un chimiste juif de renom, professeur à l'université de Manchester (Royaume-Uni). Hanté par les pogroms de la Russie tsariste où il est né, celui qui deviendra le premier président de l'État d'Israël dirige alors la branche britannique de l'Organisation sioniste mondiale.

Ce mouvement, lancé à la fin du XIX^e siècle par un journaliste israélite austro-hongrois, Theodor Herzl, milite pour l'établissement d'un État juif en Palestine. La patrie ancestrale de cette nation fantôme, dispersée aux quatre vents, est alors habitée par 500 000 Arabes et moins de 40 000 juifs.

L'homme qui écoute, cheveux lustrés et bacchantes grisonnantes, est l'ancien premier ministre conservateur (1902-1905), Lord Arthur James Balfour, alors premier lord de l'amirauté. Ironie de l'histoire, en 1905, il avait fait voter une loi très restrictive, destinée à endiguer le flot des victimes des persécutions antisémites d'Europe de l'Est, qui affluaient à cette époque outre-Manche. Comme nombre de ses pairs, Balfour est pétri de préjugés à l'égard des juifs, dont il se méfie autant qu'il les idéalise.

Grâce à un ami journaliste, Weizmann a pénétré les cercles dirigeants britanniques. Son sésame ? Un procédé permettant de fabriquer de l'acétone synthétique, composé indispensable à la production d'explosifs. En plein conflit avec l'Allemagne, principal exportateur de ce solvant en Europe, la découverte tombe à pic. En échange de sa contribution à l'effort de guerre, le professeur Weizmann a gagné l'oreille des plus hauts responsables de la Couronne.

Des siècles de persécutions

Cette nuit de 1916, alors qu'il arpente le pavé londonien en compagnie de Lord Balfour, chez qui il a dîné, le leader sioniste martèle son principal argument : les intérêts de son mouvement et du Royaume-Uni sont alignés. L'homme de science a beau opérer à partir d'un petit appartement sombre de Piccadilly Circus, il s'est

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

forché, par son charisme et son entêtement, l'image d'un « roi des Juifs ». En bons protestants, Balfour et le premier ministre, David Lloyd George, sont imprégnés de la mythologie romantique du retour à Sion, présentée comme le prélude à la rédemption finale, la seconde venue du Christ sur terre.

Parallèlement à ce philosémitisme biblique, les deux hommes inclinent à penser, comme le veut un tenace cliché antisémite, que la « race juive » jouit d'un pouvoir d'influence occulte. Ils se persuadent ainsi que Weizmann et les siens pourraient être utiles au Royaume-Uni. Qu'ils pourraient hâter l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des puissances de l'Entente et qu'en s'installant en Palestine, non loin du canal de Suez, ils pourraient les aider à sécuriser la route des Indes. Quelque temps après cette promenade nocturne, le secrétaire au Foreign Office déclare devant le cabinet : « *Je suis sioniste.* »

Le mouvement a émergé dans les années 1880, en réponse à la multiplication des émeutes antijuives en Russie. En 1881, le tsar Alexandre II est assassiné par un groupe anarchiste. Aussitôt, la rumeur se répand dans l'empire que le meurtre a été commis par des juifs, et bientôt s'y ajoute le bruit qu'en représailles le nouveau tsar, Alexandre III, autorise que l'on batte les israélites... Les massacres, tolérés, voire encouragés par le pouvoir, commencent, et cette « première vague » durera jusqu'en 1884. D'autres lui succéderont, en particulier dans les années 1890 et en 1903-1907, faisant des dizaines de milliers de victimes et scandalisant les opinions publiques occidentales.

En réaction contre ces violences faisant écho aux siècles d'opprobre et de persécutions vécus en Europe par la diaspora juive, Léon Pinsker, un médecin juif d'Odessa (aujourd'hui en Ukraine), publie, en 1882, une brochure intitulée *Autoémancipation*. Convaincu que l'antisémitisme est une pathologie incurable, que le juif sera toujours un apatride, le « *peuple élu de la haine universelle* », il appelle ses coreligionnaires à renoncer aux deux stratégies d'émancipation alors dominantes : le pari de l'assimilation, en vogue en Europe occidentale, et la quête d'une autonomie culturelle, qui progresse dans les cercles socialistes d'Europe de l'Est et que l'on va bientôt appeler [le « bundisme »](#). À la place, Pinsker prône la création d'un « foyer national » : « *Une terre à nous, (...) un grand bout de sol pour nos pauvres frères, un bout de sol dont nous aurions la propriété et d'où nul étranger ne puisse nous chasser.* »

La Palestine, terre des royaumes bibliques d'Israël et de Juda, est le débouché naturel de cette aspiration. De nombreux juifs en ont été chassés il y a près de deux millénaires, à la suite de l'écrasement par les Romains de la révolte de Bar-Kokhba, en 135 après Jésus-Christ. La province, dirigée d'Istanbul par le sultan ottoman, est peuplée à plus de 90 % d'Arabes. Mais le souvenir de la « Terre promise » irrigue toujours la diaspora juive, comme en témoigne la formule rituelle « l'an prochain à Jérusalem ».

Cette nostalgie et la diffusion des premiers écrits sionistes mènent à la création du réseau des [Amants de Sion](#), matrice de la première alyá, la « montée » vers Israël. Entre 1881 et 1890, 10 000 migrants fondent des colonies agricoles, le long de la plaine côtière et dans les collines de Galilée. Ces pionniers, soutenus par des philanthropes juifs, s'ajoutent aux quelque 25 000 juifs palestiniens vivant depuis des siècles entre Jérusalem, Tibériade, Safed et Hébron. Mais la présence juive en Palestine reste faible et le choix de l'alyá marginal : deux millions de personnes en tout fuiront les persécutions tsaristes entre 1880 et 1914. Les trois quarts partiront pour l'Amérique du Nord.

[La publication, en 1896, de L'État des juifs, le manifeste de Theodor Herzl \(1860-1904\)](#), apporte un second souffle au sionisme. Le grand bourgeois viennois, fervent assimilationniste jusque-là, s'est converti à cette idéologie après avoir couvert, à Paris, [le premier procès du capitaine Alfred Dreyfus](#) et son infamante dégradation publique dans la cour de l'École militaire, le 5 janvier 1895. Herzl prône un sionisme étatique, persuadé que la haine des juifs favorisera son entreprise. « *Les gouvernements dans les pays desquels sévit l'antisémitisme seront très intéressés à nous procurer la souveraineté* », prédit-il, sur un ton glacialement réaliste.

Rejet de l'option « Ouganda »

L'année suivante, Herzl réunit à Bâle, en Suisse, le premier congrès sioniste mondial, qui appelle à la création d'un foyer juif en Palestine. Dans son journal, à la date du 3 septembre 1897, il écrit : « *A Bâle, j'ai fondé l'État juif... Dans cinq ans peut-être, dans cinquante sûrement, chacun le verra.* »

À cette époque, un autre homme fait preuve de prescience : le Palestinien Youssef Diya Al-Khalidi, ancien maire de Jérusalem. Ce quinquagénaire polyglotte a suivi l'essor de la pensée sioniste à travers les journaux étrangers. Il a aussi observé les premières frictions entre les nouveaux arrivants et les fellahs (paysans) locaux, déplacés de force pour permettre la création des colonies. Alors, le 1^{er} mars 1899, Youssef Diya Al-Khalidi

envoie [une lettre de sept pages](#) au grand rabbin de France, Zadoc Kahn, lui demandant de la transmettre à Herzl.

Après avoir exprimé son respect pour le fondateur du sionisme, un « *vrai patriote juif* », et reconnu les liens ancestraux des juifs avec la Palestine – « *Mon Dieu, historiquement, c'est votre pays !* » –, l'ancien édile se fait grave : c'est « *folie pure* » que de vouloir bâtir un État juif souverain dans ce pays qui « *fait partie intégrante de l'Empire ottoman et, ce qui est plus grave, est habité par d'autres que des Israélites* », prévient Al-Khalidi, qui redoute que ce projet ne sème la discorde. « *Au nom de Dieu, laissez la Palestine en paix* », conclut-il en implorant Herzl de trouver un autre refuge pour son peuple.

Quelques jours plus tard, l'intéressé lui répond. Il présente les juifs comme des amis de la Turquie et des musulmans, dont l'esprit d'entreprise profitera à l'Empire ottoman. « *Qui pourrait penser à faire partir la population non juive, demande le prophète du sionisme ? C'est son bien-être, sa richesse individuelle, que nous allons accroître en apportant la nôtre.* »

Un État juif dans un pays arabe ? Lord Balfour n'ignorait pas cette contradiction, inhérente au projet sioniste. En 1903, alors qu'il était locataire du 10 Downing Street, il avait suggéré au mouvement de reporter ses ambitions sur l'Ouganda, dans l'est de l'Afrique. Un scénario rejeté par les délégués du congrès juif, pour qui le sionisme sans Sion n'a pas de sens. « *Si Moïse s'était vu offrir l'Ouganda à la place de la Palestine, il aurait brisé les Tables de la Loi* », lance Herzl à Balfour.

Pour l'intellectuel viennois, imprégné d'une idée de supériorité européenne très commune à l'époque, le sionisme participe du mouvement d'expansion du Vieux Continent en Afrique et en Asie. Dans *L'État des juifs*, il a écrit que cet État serait l'« *avant-garde de la civilisation contre la barbarie* ». Dans son journal, en 1895, il a même avancé une solution au casse-tête palestinien. « *Nous devons essayer de faire disparaître la population sans le sou de l'autre côté de la frontière, en lui procurant des emplois dans les pays de transit* », mentionnait-il, beaucoup plus franc que dans sa réponse à Youssef Diya Al-Khalidi.

Un levier pour Londres

La sécession des provinces arabes de l'Empire ottoman, symbolisée par [la prise d'Aqaba](#), en juillet 1917, par Lawrence d'Arabie et les forces de l'émir Fayçal, accélère le cours de l'histoire. Le pari sioniste devient pour Londres un levier pour s'approprier les dépouilles de l'« homme malade de l'Europe ». C'est alors que, le 31 octobre 1917, le cabinet de guerre britannique appuie la fameuse [déclaration Balfour](#), adressé à Sir Walter Rothschild, un ancien député conservateur.

« *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les juifs et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les juifs disposent dans tout autre pays.* »

Une seule phrase, quinze lignes dactylographiées, mais un chef-d'œuvre de circonlocutions. Il s'agit de donner des garanties aux communautés en Europe, encore très largement acquises aux idéaux assimilationnistes et bundistes, et d'endormir la vigilance des Palestiniens.

Mais ces derniers, réduits au rang de « collectivités non juives », alors qu'ils forment l'écrasante majorité de la population, ne sont pas dupes. « *Le sionisme est le danger qui guette notre patrie. Il annonce notre exil et notre expulsion de nos demeures et de nos propriétés* », prédit le réformiste Suleiman Al-Farouqi. « *Une nation a solennellement promis à une deuxième le territoire d'une troisième* », résumera l'écrivain juif d'origine hongroise Arthur Koestler.

Ce faisant, le Royaume-Uni a bafoué deux engagements : la promesse faite, en 1915, au chérif Hussein de La Mecque, le père de Fayçal, d'ériger un grand royaume arabe dans le « Bilad El-Cham », le Levant ; et [l'accord Sykes-Picot](#), scellé l'année suivante, un plan anglo-français de partage du Proche-Orient, qui prévoyait l'internationalisation de la Palestine. A ces deux pactes secrets, Londres a préféré l'option sioniste.

La diplomatie anglaise espère ainsi détacher les juifs de leur gouvernement en Allemagne et en Autriche-Hongrie et dissuader les bolcheviks et les mencheviks russes, qui comptent de nombreux juifs dans leurs rangs, de signer une paix séparée avec Berlin – un calcul qui échouera. Avant tout, l'alliance avec les sionistes, associée à l'entrée du général Allenby à Jérusalem, à la fin de l'année 1917, permet aux Britanniques d'évincer leurs rivaux français de la Palestine. En 1922, c'est à eux seuls que la Société des nations confie le mandat sur ce pays. À charge pour Londres de mettre en application la déclaration Balfour.

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

Deuxième alya, troisième, quatrième... Sous le regard longtemps bienveillant des officiers de Sa Majesté, le nombre de juifs en Palestine passe de 80 000, au début des années 1920, à plus de 600 000 en 1948, date de la création d'Israël. Soit de 12 % à 32 % de la population totale du pays. Simple excroissance du port arabe de Jaffa lors de sa fondation, en 1909, Tel-Aviv dépasse les 150 000 habitants en 1937. Ce dynamisme démographique est alimenté par la Grande Dépression, en 1929, qui ferme la route des États-Unis aux juifs européens, et par [l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne, en janvier 1933](#).

Quelques mois plus tard, l'Organisation sioniste mondiale signe avec le gouvernement nazi l'accord dit « Haavara » (« transfert »), qui permet aux juifs allemands rejoignant la Palestine d'y récupérer une partie de leur capital, sous forme de produits exportés par le Reich. A cette époque, le régime hitlérien n'en est pas encore à planifier l'extermination des juifs d'Europe, et beaucoup de responsables occidentaux pensent qu'il est possible de négocier avec le Führer.

Le Fonds national juif (FNJ), chargé d'acquérir des terres, excelle aussi à dénicher des effendis (propriétaires) absents, qui résident à Damas ou à Beyrouth, et ne se font pas trop prier pour vendre. Les Britanniques lui cèdent des terres d'État, et d'autres sont confisquées à des Bédouins ne disposant pas de titre de propriété. En vingt-cinq ans, la superficie des terrains cultivés par les juifs est multipliée par trois.

Paupérisation des Arabes

La conquête de la terre se double d'une conquête du travail. Les paysans palestiniens employés sur les terres acquises par le FNJ sont renvoyés au profit de métayers juifs. [La Histadrout](#), la centrale syndicale établie par les immigrants, décide, en 1920, d'exclure les travailleurs non juifs de ses rangs. Des affiches fleurissent sur les murs de Jérusalem et de Tel-Aviv, appelant à boycotter les commerces arabes.

Officiellement, ces mesures visent à remettre au premier plan le travail manuel, en particulier le travail de la terre, longtemps interdit aux juifs dans les pays européens. Dans la pratique, elles paupérisent la population arabe.

L'écart entre les deux communautés se creuse, d'autant plus que la direction palestinienne pratique la politique de la chaise vide. Elle s'oppose à la mise en place d'un « conseil législatif unifié », composé de juifs et d'Arabes, et d'une « agence arabe », équivalent de l'Agence juive, dont Chaïm Weizmann a pris la direction et qui est devenue le bras exécutif du Yichouv, la communauté juive de Palestine. Hors de question de donner le moindre signe d'acceptation de la déclaration Balfour.

En 1929, dans un éditorial intitulé « Des étrangers dans notre propre pays », le quotidien palestinien *Falastin*, installé à Jaffa, tire la sonnette d'alarme. L'article rend compte d'une cérémonie organisée par le Haut-Commissariat britannique à l'occasion de l'ouverture d'une ligne de train, à laquelle seuls des juifs ont participé. « *Il n'y avait qu'un seul tarbouch [le couvre-chef traditionnel des Arabes du Levant], au milieu de nombreux chapeaux* », observe Issa Al-Issa, le directeur du journal, qui s'inquiète de la « *somnolence* » des Palestiniens.

À intervalles réguliers, la colère de la population arabe dégénère en violences intercommunautaires. Un premier pic survient en 1929. A Hébron, une soixantaine de juifs sont massacrés par des extrémistes – certains sont aussi sauvés par des familles arabes. A l'échelle de toute la Palestine, les émeutes de 1929 et leur répression par les forces britanniques causent la mort de 133 juifs et de 116 Arabes.

Le Royaume-Uni ne tire pas les leçons de ce premier embrasement. La politique de Londres en Palestine continue d'être marquée par les présupposés coloniaux de Lord Balfour, qui estimait, en 1919, dans une note de service, que « *le sionisme, qu'il ait tort ou raison (...), est d'une bien plus grande importance que les désirs et les préjugés* » des Arabes.

Alors que l'auteur de la plus célèbre déclaration du Proche-Orient meurt en 1930, [le rythme des arrivées de migrants dans les ports de Tel-Aviv et d'Haïfa s'accélère](#). Après avoir construit des institutions, des écoles, des banques et des usines, les sionistes se dotent d'une armée clandestine, la Haganah. Lentement mais sûrement, le Yichouv se transforme en un État, sous le regard tétanisé des Palestiniens, qui voient leur pays se dérober sous leurs pieds.

8 janvier 2024

2. La Nakba, grande déchirure de la Palestine

Deux ans après la découverte des camps d'extermination nazis, l'Assemblée générale de l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine qui offre aux juifs du monde entier une terre. C'est le point de départ d'une escalade géopolitique qui conduira à une guerre israélo-arabe ainsi qu'à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens.

Par Benjamin **Barthe**

Il est 10 h 30, le 21 avril 1948, quand le capitaine Amin Ezzedine, chargé de la défense des quartiers arabes de Haïfa, pénètre, la peur au ventre, dans le bureau du général Hugh Stockwell, commandant des forces britanniques dans le nord de la Palestine. L'officier libanais, cadre de l'Armée de libération arabe, une force irrégulière venue se battre au côté des Palestiniens, redoute que ce rendez-vous ne scelle le sort de la cité portuaire, cible depuis cinq mois d'une campagne de terreur orchestrée par les milices sionistes.

Sur son chemin, Amin Ezzedine a entendu les appels par haut-parleurs du maire juif de la ville, Shabtai Levy (1876-1956), suppliant la population arabe, un peu moins de la moitié des 150 000 habitants, de rester. Mais il a aussi entendu les messages de la Haganah, la future armée israélienne, incitant les femmes et les enfants de la communauté palestinienne à s'enfuir « *avant qu'il ne soit trop tard* ». Et il sait que des camions sillonnent les quartiers arabes en diffusant une bande-son de cris, de pleurs et de deux mots qui saisissent d'effroi les passants : « *Deir Yassine* ».

Deux semaines plus tôt, le 9 avril, une centaine d'habitants de ce village des environs de Jérusalem ont été exécutés par des miliciens de l'Irgoun, un groupe armé d'extrême droite sioniste. Le sang appelant le sang, un bus de médecins et d'infirmiers juifs a été attaqué quatre jours plus tard alors qu'il faisait route vers l'hôpital Hadassah, dans la partie est de Jérusalem. Bilan : 77 morts.

La Palestine a basculé dans la guerre civile au lendemain du 29 novembre 1947, date de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) du plan de partage de ce pays en deux États, l'un juif, l'autre arabe.

C'est un jour de fête pour les sionistes, qui sont alors 600 000 sur cette terre, le résultat d'un lent processus d'immigration entamé à la fin du XIX^e siècle à la suite des pogroms perpétrés dans la Russie tsariste. Le vote de l'ONU valide leur aspiration de toujours, la création d'un État-refuge sur la terre de leurs lointains ancêtres. Un combat auquel les six millions de victimes de la Shoah ont apporté une légitimité tragique aux yeux de l'opinion publique occidentale.

Vite dépassés

Mais pour les Palestiniens, qui ont rejeté le plan onusien, ce 29 novembre 1947 est un jour de rage. Ils ont le sentiment d'être dépossédés de la patrie où ils vivent depuis des siècles. Leur dépit est d'autant plus fort que l'État que leur octroie l'ONU ne recouvre que 44 % de la superficie de la Palestine alors qu'ils représentent les deux tiers (1,2 million) de sa population. Les juifs ont obtenu 56 % du territoire, hors la zone de Jérusalem-Bethléem censée être internationalisée.

À Haïfa, où subsistait un fragile idéal de coopération judéo-arabe, les affrontements éclatent le 30 décembre. Six ouvriers arabes de la raffinerie périssent dans l'explosion d'une bombe jetée par l'Irgoun. En représailles, trente-neuf de leurs collègues juifs sont battus à mort. Le lendemain, la Haganah se venge sur le village voisin de Balad Al-Cheikh, où elle laisse une soixantaine de cadavres.

Vite dépassés par leurs adversaires, abandonnés par leur élite politique et commerçante, partie se réfugier au Liban, les Palestiniens se sont retranchés dans la ville basse, autour du port. Ils essuient régulièrement des attaques venues des secteurs juifs, situés en surplomb : pilonnage au mortier, tirs de snipers, lâchers de barils explosifs, rivières de fioul enflammé dévalant les pentes, etc. Ceux qui tentent de les éteindre sont fauchés à la mitrailleuse.

Débâcle

Le 21 avril 1948, le général Stockwell confirme les pires craintes du chef de l'Armée de libération arabe. Le représentant du mandat britannique, dont le terme est fixé au 14 mai, lui annonce le retrait immédiat de ses

troupes, qui servaient jusqu'ici de tampon avec les forces juives. La panique s'empare aussitôt des quartiers arabes. Une foule se rue vers les quais, sous le fracas des mortiers, dans l'espoir de fuir par la mer.

« *Les hommes marchaient sur leurs amis, les femmes sur leurs propres enfants*, affirme un compte rendu de l'époque. *Les bateaux dans le port furent très vite remplis d'une cargaison vivante. La surcharge était horrible. Beaucoup ont chaviré et coulé avec tous leurs passagers.* » En l'espace de quelques jours, la ville se vide de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Quand l'exode se termine, il ne reste plus que 5 000 Palestiniens à Haïfa.

Harcèlement militaire, occupation et expulsion : ce scénario se répète durant le printemps à Tibériade, Safed, Jérusalem, Saint-Jean-d'Acre et Jaffa, les principaux centres urbains palestiniens avec Haïfa. Pendant ce temps, la Haganah lève le siège imposé quelques semaines aux quartiers juifs de Jérusalem, le seul moment où la situation a été critique pour le camp juif. Quand la création d'Israël est proclamée, le 14 mai 1948, par David Ben Gourion (1886-1973), le chef de l'Agence juive – l'exécutif de l'organisation sioniste mondiale en Palestine –, 350 000 Palestiniens ont déjà été chassés de leur terre. C'est la première phase de la Nakba (« catastrophe »), un terme forgé à l'été 1948 par l'intellectuel syrien Constantin Zureik (1909-2000), pour désigner la destruction de la Palestine.

Dans cette débâcle, les Palestiniens paient les arriérés de la guerre précédente : la grande révolte de 1936-1939 écrasée par les Britanniques. Partis et syndicats dissous, groupes armés laminés, leaders politiques déportés : la défaite a porté un coup terrible au camp palestinien, déjà affaibli par la rivalité entre le clan des Husseini, adepte d'un nationalisme intransigeant, et celui des Nashashibi, proches d'Abdallah I^{er} (1882-1951), le roi de Transjordanie.

Légions SS musulmanes

Il y a plus grave : forcé à l'exil par les Britanniques, le mufti de Jérusalem, Hadj Amin Al-Husseini (1895-1974), a cédé aux sirènes du régime nazi qui misait alors sur le ressentiment des Arabes à l'égard des Britanniques pour s'implanter au Proche-Orient. Il se réfugie à Berlin en 1941, aidant Hitler à mettre sur pied deux légions SS musulmanes, majoritairement composées de soldats bosniaques. « *Les Arabes sont les amis naturels de l'Allemagne parce qu'ils ont les mêmes ennemis, les Anglais, les juifs et les communistes* », déclare le mufti lors d'une entrevue avec Hitler, en novembre 1941.

À ce naufrage personnel se sont ajoutées des erreurs tactiques : en 1947, lorsque les Nations unies se sont emparées du brûlant dossier palestinien, à la demande de Londres, qui n'a plus les moyens d'entretenir son empire et qui est débordé par les attentats de l'Irgoun (explosion de l'hôtel King David, en juillet 1946), les Palestiniens ont boycotté les débats. Seuls à s'exprimer devant les délégations, les émissaires de l'Agence juive se sont attiré les faveurs des États-Unis et de l'URSS, qui voteront oui au plan de partage, le 29 novembre.

C'est l'époque où des centaines de milliers de survivants des camps de la mort voient dans la Palestine leur seule chance de salut. Dans un vaste espace est-européen allant de la Pologne à la Russie soviétique, en passant par les pays baltes, la Hongrie, les Balkans et la Roumanie, les communautés juives ont été exterminées. Le Yiddishland tout entier a été anéanti. Comment continuer à vivre après ce génocide ? Les États-Unis ne délivrent des visas qu'au compte-gouttes et l'idée de revenir dans leur pays d'origine, parfois ancien auxiliaire de la barbarie nazie, est insupportable à beaucoup d'entre eux.

Ceux qui, malgré tout, tentent de retourner là où ils vivaient avant la Shoah se heurtent à l'hostilité de leurs anciens voisins, notamment en Pologne, où trois millions de juifs, soit 90 % de la population juive locale, ont disparu, et où les survivants ont été dépossédés de tout. A Kielce, le 4 juillet 1946, quarante-deux juifs sont tués après une émeute provoquée par des rumeurs d'enlèvements d'enfants et de crimes rituels.

Ces accusations, relevant de fantasmes antijuifs vieux de plusieurs siècles, conduisent de nombreux rescapés, jusqu'alors bien loin de l'idéal sioniste, au constat dressé par Theodor Herzl (1860-1904) un demi-siècle plus tôt : l'antisémitisme est un mal incurable, et seul un État pourra assurer la sécurité du peuple juif.

Calvaire

En Palestine, la couronne britannique tente de s'accrocher à son Livre blanc de 1939, qui visait à contenir l'immigration juive pour maintenir un semblant de paix civile. Mais au sortir de la guerre, cette politique devient intenable. Le calvaire enduré par les 4 500 survivants de la Shoah entassés à bord de l'*Exodus*, un bateau à vapeur parti de Sète (Hérault) le 11 juillet 1947, puis refoulés du port de Haïfa et renvoyés à Hambourg en Allemagne, bouleverse les opinions publiques.

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

« *Qui veut et peut garantir que ce qui nous est arrivé en Europe ne se reproduira pas ?*, s'écrie peu après David Ben Gourion devant les enquêteurs de l'ONU, venus en Palestine. *Il n'y a qu'une sauvegarde : une patrie et un État.* »

Mais sur quel territoire et avec quelles frontières ? La déclaration d'indépendance du 14 mai cette année-là ne le spécifiait pas. Chef de gouvernement, David Ben Gourion veut profiter du brouillard de la guerre, qui s'épaissit le lendemain, avec l'entrée en Palestine de troupes de cinq États arabes (Égypte, Syrie, Transjordanie, Liban, Irak), pour continuer à étendre la superficie de son État.

Coup de poker ? Pas tant que ça. Quelques jours avant le vote de l'ONU, l'Agence juive a conclu un pacte secret avec Abdallah I^{er} : son armée, la Légion arabe, la seule force du Proche-Orient capable de tenir tête aux sionistes, n'attaquera pas le territoire réservé à Israël. En contrepartie, le monarque hachémite pourra annexer la Cisjordanie.

Forte de cet engagement, la jeune armée israélienne s'attaque, en juillet 1948, à Ramleh et Lydda, deux villes attribuées par l'ONU aux Palestiniens, de même que l'était Jaffa. Les assaillants ne font pas de quartier. « *Pratiquement tout ce qui se trouvait sur leur passage mourait* », écrit alors Keith Wheeler, un journaliste du *Chicago Sun-Times*. Au bout de quelques jours, Lydda hisse le drapeau blanc et Ramleh, déjà victime des attentats de l'Irgoun, se rend peu après.

Une interminable colonne de femmes, d'enfants, d'hommes et de vieillards se forme aussitôt, qui prend le chemin de la Cisjordanie, où la Légion arabe s'est déployée comme prévu. Une marche sans eau ni nourriture, fatale à de nombreux déplacés.

Les opérations de Tihour (purification), le terme employé par l'état-major israélien, se poursuivent durant l'été et l'automne dans les collines de Galilée. Commandée par un ancien officier ottoman sans envergure, Fawzi Al-Qawuqji, l'Armée de libération arabe est incapable de s'opposer au dépeuplement des villages arabes. La cité biblique de Nazareth est épargnée à la demande de David Ben Gourion, qui s'inquiète des réactions du monde chrétien occidental.

La dernière vague d'expulsions, à l'automne 1948, vise le désert du Néguev. La déroute de l'armée égyptienne, encerclée dans la poche de Falouja, facilite la conquête de Beersheba. Durant les six premiers mois de l'année 1949, Israël signe des armistices avec chacun de ses voisins arabes. En un an et demi, 15 000 Palestiniens ont été tués et 700 000, plus de la moitié de la population d'avant-guerre, déracinés. Plus de 500 villages ont été détruits et onze villes et quartiers purgés de leurs habitants.

En réaction, des émeutes antijuives éclatent au Maghreb et dans des pays du Proche-Orient. Ces violences, couplées au pouvoir d'attraction du nouvel État juif et au travail de recrutement mené par les émissaires de l'Agence juive, vont mener, en l'espace d'une quinzaine d'années, au départ de la presque totalité des juifs du monde arabe – environ 800 000 personnes, dont les trois quarts s'installeront en Israël.

Le jeune État a perdu 6 000 hommes dans les combats, mais sa victoire est écrasante. Sa superficie est passée de 56 % à 78 % de la Palestine mandataire. Il contrôle désormais Jérusalem-Ouest, la totalité de la Galilée et tout le littoral, à l'exception de la bande de Gaza. Quelque 150 000 Palestiniens résident sur son territoire, alors que, dans le plan de l'ONU, il était prévu que les juifs cohabitent avec une très importante minorité arabe, de 400 000 personnes. Après de James Grover McDonald, le premier ambassadeur américain à Tel-Aviv, Chaïm Weizmann (1874-1952), qui s'apprête à devenir président du pays, se félicite d'« *une simplification miraculeuse des tâches d'Israël* ».

Pendant plus de trente ans, cette thèse a prévalu dans le monde occidental. Les Palestiniens sont partis de leur plein gré, dit-on alors, obéissant aux appels des leaders arabes, leur promettant un rapide retour après la victoire. Leur fuite serait le simple résultat des aléas de la guerre : un tragique concours de circonstances, où se mêlent la trahison des dirigeants palestiniens et la victoire inespérée du David israélien sur le Goliath arabe. Les travaux de l'historien palestinien Walid Khalidi, qui a parlé, dès les années 1960, d'une expulsion planifiée, ont été ignorés.

« Nettoyage ethnique »

Il a fallu attendre la fin des années 1980 et l'émergence du courant des « nouveaux historiens israéliens » pour que cette thèse s'impose. Archives à l'appui, Benny Morris, Tom Segev, Simha Flapan, Avi Shlaim et Ilan Pappé ont mis à bas quatre mythes : celui de la supériorité militaire du camp pro-arabe, qui n'a en fait jamais pu rivaliser ; celui des fameux appels radiophoniques à évacuer, qui n'ont jamais existé ; celui de la défection

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

des élites palestiniennes, qui a joué un rôle secondaire ; et le plus important de tous peut être, celui de l'expulsion accidentelle.

À cet égard, une réunion joue un rôle-clé. Elle se déroule le 10 mars 1948, à la Maison rouge, un élégant bâtiment du nord de Tel-Aviv, quartier général de la Haganah. Une dizaine de dirigeants sionistes historiques et de jeunes officiers sont rassemblés autour de David Ben Gourion. Ils mettent la dernière main à un document militaire secret, baptisé le « plan Daleth », qui va être distribué aux unités combattantes. Le texte appelle notamment, pour « *consolider l'appareil de défense* », à prendre le contrôle des « *centres de population ennemie* » soit « *en y mettant le feu, en les dynamitant et en déposant des mines dans leurs débris* », pour ce qui est des zones les plus hostiles, soit « *en montant des opérations de ratissage et de contrôle* ». « *En cas de résistance, précise le document, la force armée doit être anéantie et la population expulsée hors des frontières de l'État.* »

Les troupes disposent aussi, pour chaque village qu'elles sont chargées d'investir, d'un dossier recensant une multitude d'informations cruciales : le dessin des voies d'accès, l'affiliation politique des habitants, leurs sources de revenus, le nombre d'armes à leur disposition et, surtout, le nom des personnes jugées hostiles, notamment celles ayant participé à la grande révolte de 1936. Une fois la localité conquise, celles-ci sont souvent abattues sur place.

Outre Deir Yassine, de nombreux villages sont le théâtre de massacres. C'est le cas dans deux localités aujourd'hui disparues, Tantoura, en mai 1948, et Dawaimeh en octobre de cette même année, où, selon Benny Morris, des cas d'enfants au crâne fracassé et de femmes violées et brûlées vives ont été rapportés par les soldats israéliens eux-mêmes. Des atrocités telles qu'en novembre le ministre de l'agriculture, Aharon Zisling, s'en émeut auprès de David Ben Gourion : « *Je n'ai pas pu dormir de la nuit. Maintenant les juifs aussi se conduisent comme des nazis et mon être entier en est ébranlé.* »

Pour Ilan Pappé, historien israélien engagé à l'extrême gauche, comme pour son confrère Benny Morris, qui a viré progressivement à droite au début des années 2000, tous ces éléments sont constitutifs d'un « *nettoyage ethnique* ». L'idée a germé très vite parmi les théoriciens du sionisme. Ceux-ci ont compris, intuitivement, qu'il ne serait pas possible de construire un État à majorité juive dans un pays à majorité arabe, sans se débarrasser d'une grande partie de cette population. « *Nous pensons que la colonisation de la Palestine doit aller dans deux directions : installation des juifs en Eretz Israël et réinstallation des Arabes d'Eretz Israël en dehors du pays* », écrivait en 1917 Aryé-Yéhouda-Léo Motzkin, l'un des penseurs les plus libéraux du mouvement sioniste.

« Chassez-les »

Le procédé étant considéré comme moralement douteux, les dirigeants sionistes n'en parlaient qu'en cercle fermé, en utilisant l'euphémisme « transfert ». « *La force juive grandit et elle renforcera aussi nos possibilités de réaliser le transfert à une grande échelle* », se réjouissait, en 1937, David Ben Gourion dans un discours ultérieurement « caviardé ». Lui-même n'a pas laissé d'ordre écrit en ce sens, précise Benny Morris, qui, au début de ses recherches, minimisait le caractère centralisé de la politique d'expulsion et l'importance du plan Daleth. Mais, comme il l'a confié en 2004 au quotidien israélien *Haaretz*, en 1948, « *l'idée du transfert est dans l'air. Le corps des officiers comprend ce qui est attendu d'eux* ».

L'exemple le plus frappant est l'attitude du premier ministre à Ramleh. Quand le commandant de l'attaque, Yigal Allon (1918-1980), lui demande ce qu'il faut faire des habitants, David Ben Gourion répond par un geste de la main signifiant : « Chassez-les. » Alors adjoint de Yigal Allon, Yitzhak Rabin (1922-1995), le futur premier ministre israélien, racontera la scène dans un passage censuré de ses *Mémoires*, dévoilé en 1979 par le *New York Times*.

Dans le courant de l'année 1948, pour abriter les réfugiés palestiniens qui affluent en Cisjordanie et à Gaza ainsi qu'en Syrie, en Jordanie et au Liban, des dizaines de camps de toile sortent de terre. L'administration de ces lieux est confiée l'année suivante à l'Office de secours et de travaux des Nations unies. C'est là que va grandir la génération de la Nakba, dans la nostalgie d'un monde perdu et la volonté de se battre pour le reconquérir.

9 janvier 2024

3. À Jérusalem, en 1967, le retour du religieux

La prise de la Vieille Ville de Jérusalem et les conquêtes de Gaza et de la Cisjordanie par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours épousent les aspirations des sionistes religieux, partisans du Grand Israël, et radicalisent aussi le camp palestinien.

Par Gilles Paris

Le 7 juin 1967, en début d'après-midi, le ministre israélien de la défense, Moshe Dayan, pénètre dans la Vieille Ville de Jérusalem par la porte des Lions, située à l'est, face au mont des Oliviers. La deuxième guerre israélo-arabe n'a que deux jours, mais déjà l'armée égyptienne a été balayée dans le Sinaï par l'offensive surprise de l'État hébreu. Quant à l'armée jordanienne, elle reflue de toutes parts. Encore deux jours, et Israël se tournera [vers le Golan syrien pour y mettre en déroute, à leur tour, les forces de Damas](#).

Venu en toute hâte de Tel-Aviv, par hélicoptère, Moshe Dayan s'avance dans les rues étroites, accompagné par le chef d'état-major, Yitzhak Rabin, avant de bifurquer sur sa gauche. Quelques instants plus tard, il se retrouve devant le « Mur occidental » ou « mur des Lamentations » (le Kotel en hébreu), dont les parachutistes israéliens ont pris le contrôle sans guère combattre, le matin à 10 heures.

Sans doute le photographe israélien David Rubinger a-t-il déjà fixé sur sa pellicule l'exubérance du rabbin Shlomo Goren, plus haut responsable religieux de l'armée (il a le grade de général), soufflant dans sa corne de bélier, juché sur les épaules d'un militaire. Il a surtout immortalisé trois soldats extatiques face à la muraille interdite depuis la division de Jérusalem, en 1949, et donné un négatif de cette photo à un porte-parole de l'armée, qui la diffuse immédiatement. L'image fera le tour du monde.

Arrivé au pied du mur, Moshe Dayan prend brièvement la parole. « *Ce matin, les forces de défense israéliennes ont libéré Jérusalem. Nous avons unifié Jérusalem, la capitale divisée d'Israël. Nous sommes revenus dans le plus saint de nos lieux saints, pour ne plus jamais nous en séparer* », assure-t-il devant les impressionnants blocs de pierre blonde qui constituent, selon la tradition juive, les seuls vestiges du second temple détruit par les légions de Titus, en l'an 70 de notre ère.

Le rabbin Shlomo Goren y conduit alors les premières prières juives depuis deux décennies. Il nourrit aussi le projet, vite bloqué par Moshe Dayan, de dynamiter le dôme du Rocher, l'une des deux mosquées (avec celle d'Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam), érigées sur l'esplanade en surplomb du mur.

Le quartier maghrébin rasé

Israël vient de balayer les certitudes qui prévalaient encore à la veille du conflit. Deux jours plus tard, c'est littéralement que l'État hébreu fera table rase, en faisant [disparaître le quartier maghrébin](#), voisin de l'esplanade, dont l'historien Vincent Lemire a raconté, à la manière d'un enquêteur, la brutale oblitération (*Au pied du Mur*, Seuil, 2022). En vingt-quatre heures, sans la moindre annonce officielle, une centaine de maisons sont rasées et leurs gravats évacués. Des dizaines de milliers d'Israéliens se pressent les jours suivants sur ce qui est devenu, en une poignée d'heures, une vaste place.

La guerre produira bien d'autres ruines, cette fois-ci géopolitiques. La « ligne verte » qui séparait l'État hébreu des territoires palestiniens contrôlés par l'Égypte et la Jordanie depuis 1949, à savoir Gaza et la Cisjordanie, a été emportée. Bientôt elle disparaîtra des cartes israéliennes. [Le panarabisme incarné au Caire par Gamal Abdel Nasser](#) ne se relèvera pas de l'humiliation. Lorsque les armes se taisent, le 10 juin, l'heure est à l'euphorie. Les Israéliens, qui craignaient pour l'existence même de leur État, peuvent s'enivrer de cette victoire à plate couture.

Le 6 juin déjà, à la veille de la prise de la Vieille Ville, le cabinet israélien s'était réuni pour tirer les premières leçons de la guerre. Alors que les discussions précédant l'attaque israélienne s'étaient surtout concentrées sur l'Égypte et l'attitude de l'indispensable allié américain, le cours des combats offrait la perspective d'une surprise divine : le parachèvement de la conquête de la terre biblique d'Israël, de la mer à la rivière, le Jourdain.

Deux camps s'opposaient : les politiques, dirigés par le premier ministre Levi Eshkol, successeur de David Ben Gourion et membre comme lui du Mapaï, la gauche séculariste qui a forgé Israël, et les militaires. Ces derniers

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

sont soutenus par [Menahem Begin](#), le responsable encore très minoritaire du parti nationaliste Hérouth, héritier du parti révisionniste de Vladimir Jabotinsky, avocat virulent d'un Grand Israël. Il a été invité à rejoindre un gouvernement d'union nationale avant le premier coup de feu.

L'affrontement a été décrit par l'historien israélien Mordechai Bar-On comme une « *révolte des généraux* », qui souhaitaient passer à l'action alors que Levi Eshkol et d'autres ministres plaidaient pour l'attentisme. Le 2 juin, Levi Eshkol avait ainsi lancé aux va-t-en-guerre : « *Une victoire militaire ne mettra pas fin au problème car les Arabes ne vont pas disparaître.* »

Mais dès lors que les villes palestiniennes de Cisjordanie tombent les unes après les autres, sans combats ou presque, les généraux, conduits par Moshe Dayan, entendent pousser leur avantage et tirer profit d'une aubaine : l'entrée en guerre précipitée de la Jordanie, qui va s'avérer tragique pour le roi Hussein.

Ce 6 juin, les deux camps ne sont donc pas de même force. Selon le récit dressé par l'historien Tom Segev, le propre conseiller militaire de Levi Eshkol, Israël Lior, estime qu'« *il était clair pour tous les ministres et tous les généraux que la roue de la guerre ne pouvait plus faire marche arrière* ». Moshe Dayan a retardé la conquête faute de savoir quoi en faire, mais il est clair que [la prise de la Vieille Ville de Jérusalem n'est plus qu'une question d'heures](#). Problème : rien n'a été prévu pour le jour d'après.

Le gouvernement dépassé par les conquêtes de l'armée

Selon l'historien Avi Shlaim, le 26 mai, au cours d'une réunion de l'état-major, Yitzhak Rabin avait écarté toute velléité expansionniste, si la guerre tournait à l'avantage d'Israël. La position du gouvernement, a-t-il rappelé, est de considérer d'éventuels gains territoriaux comme une monnaie d'échange en vue d'un futur accord de paix, comme ce sera le cas une décennie plus tard avec le Sinaï et l'Égypte, conformément à la résolution 242 des Nations unies, adoptée en novembre 1967, qui souligne « *l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre* » et demande le « *retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit* ».

En juin 1967, la dynamique de la guerre bouscule le gouvernement de Levi Eshkol. Comme le confiera plus tard le responsable militaire de la région centre Uzi Narkiss, « *nous avons agi si rapidement que le gouvernement israélien n'a pas eu le temps de déterminer les objectifs nationaux de cette guerre* ». « *Le gouvernement aurait pu nous ordonner de ne pas prendre Ramallah. Il aurait pu nous ordonner de ne pas prendre Jéricho, ou de nous arrêter avant Bethléem, ou avant Hébron, ou avant Naplouse. Ils ne l'ont pas fait parce que je pense qu'ils étaient dépassés par la situation et qu'ils n'ont pas eu le temps de dire stop* », précisera-t-il. La défiance à l'égard du premier ministre manifestée par le ministre de la défense Moshe Dayan, qui, selon Tom Segev, s'est parfois dispensé d'obtenir un feu vert préalable avant certaines actions, n'a pu que compliquer la situation.

Le 7 juin au soir, le chef d'état-major israélien prend brusquement la mesure des implications de cet emballement. Selon le journaliste Abraham Rabinovitch, Yitzhak Rabin pose la question soigneusement évitée jusqu'à présent : « *Comment contrôler un million d'Arabes ?* » « *Un million deux cent cinquante mille* », rectifie un adjoint. Dans les semaines qui suivent la victoire, rapporte Avi Shlaim, le premier ministre israélien arbore un « V » churchillien. A son épouse qui s'interroge, Levi Eshkol répond avec humour : « *Non, ce n'est pas un signe V en anglais, c'est un signe V en yiddish ! Vi krikht men aroys ?* », qu'on peut traduire par « comment s'en sortir ? » (*The 1967 Arab-Israeli War : Origins and Consequences*, non traduit, Cambridge University Press, 2012).

Jusqu'alors, les autorités israéliennes se sont calées sur les principes de David Ben Gourion, qui préférait « *un petit Israël avec la paix* » à « *un Grand Israël sans la paix* ». Sa traduction concrète est la formule de « la terre contre la paix », rappelée par Yitzhak Rabin. Si la conquête des territoires palestiniens prend de court le Mapaï, elle électrise au contraire le Parti national religieux (PNR), une force d'appoint de longue date dont les positions ont été jusqu'à présent assez modérées.

Le PNR a ainsi fait sien [le modèle du kibboutz](#), signe de l'hégémonie culturelle de la gauche, en y ajoutant simplement une dimension religieuse. En politique étrangère, il soutient lui aussi la formule de la terre contre la paix. Dans les semaines qui ont précédé la guerre, l'un de ses chefs de file, [Haim-Moshe Shapira](#), inamovible ministre chargé à cet instant des affaires intérieures, a longtemps plaidé pour la prudence, comme le premier ministre Levi Eshkol. « *Je reconnais que j'ai été lâche* », avoue-t-il lors de la réunion cruciale du 6 juin qui précède la conquête de la Vieille Ville de Jérusalem.

« Messianisme territorial »

À cet instant, le Parti national religieux est l'incarnation d'« une tentative de dépassement », selon le chercheur David Khalifa, dans une note publiée en 2005 par le Centre de recherche français à Jérusalem. Ce parti rejette en effet aussi bien « le quiétisme traditionnel de l'ultraorthodoxie religieuse et sa condamnation radicale du sionisme comme œuvre impie » que « l'idéologie prométhéenne de la gauche sioniste socialiste qui entendait faire table rase du passé "diasporique" et favoriser l'émergence d'un nouvel "Hébreu" détaché de la tradition juive et de la Torah ». Le triomphe de 1967 et du soldat-kibboutznik témoigne de la puissance de cette gauche sioniste. Mais celle-ci reste sans voix devant les conséquences qu'il entraîne pour la Cisjordanie.

Au contraire, ce triomphe amorce « une mutation lente mais réelle du sionisme religieux avec la montée en puissance au sein du PNR d'activistes jusqu'à présent marginalisés, une jeune génération habitée par un messianisme territorial », selon le spécialiste du sionisme religieux Alain Dieckhoff, directeur du Centre de recherches internationales de Sciences Po. Moins d'un mois après la victoire, un courant ultranationaliste se constitue au sein du parti. Il se donne le nom de Jeune Garde (« *Ha Tzeirim* ») et s'appuie sur le puissant patronage du rabbin Zvi Yehuda Kook (1891-1982).

Fils d'Abraham Isaac Kook (1865-1935), premier grand rabbin ashkénaze du Yichouv, le « foyer juif » de Palestine à l'époque du mandat britannique, Zvi Yehuda Kook est convaincu que les sionistes non religieux, par leur projet politique, précipitent involontairement la marche vers la rédemption et la délivrance messianique. Il dirige la yeshiva Merkaz HaRav fondée par son père, devenue le creuset idéologique, selon Alain Dieckhoff, d'un messianisme irrédentiste électrisé par la guerre de 1967. Il rappelle que quelques jours avant le début de la guerre, « le rabbin Kook prononce une sorte de sermon dans lequel il regrette le fait que la Judée Samarie [appellation biblique de la Cisjordanie] ne soit pas sous le contrôle d'Israël parce que cela aurait une portée religieuse forte ».

Trois mois plus tard, à la fin du mois de septembre, une douzaine d'Israéliens s'installent en Cisjordanie, au sud de Jérusalem, sur le site de [Kfar-Etzion, une ancienne implantation juive érigée quelques années avant la première guerre israélo-arabe de 1948-1949 et détruite dans le sang durant les combats](#). Encore toute à son ivresse de la victoire de juin, la presse israélienne célèbre ce « retour », au moment même où l'État hébreu interdit celui des Palestiniens qui ont fui les combats en Jordanie.

« Au-delà de cette simple reprise de possession, il y a la conviction qu'il s'est passé quelque chose de l'ordre du miracle avec la guerre de Six-Jours. Elle n'apparaît pas seulement à cette jeune génération sioniste religieuse comme une victoire militaire, mais elle comporte également à leurs yeux une dimension religieuse avec la récupération des hauts lieux de la mémoire juive. C'est ce qui fait qu'il est impératif pour eux de développer une présence juive en "Judée Samarie" », explique Alain Dieckhoff.

Ces nouveaux « pionniers » sont soutenus par les ministres du Parti national religieux et par le premier ministre Levi Eshkol. On trouve parmi eux des élèves de la yeshiva du Merkaz HaRav, dont les rabbins Hanan Porat et Moshe Levinger, qui deviennent les fers de lance d'une colonisation qui s'avance encore masquée. Kfar-Etzion est en effet faussement présenté comme un simple poste militaire.

Sept années s'écoulent encore, et un nouveau mouvement sioniste religieux est créé par un autre ancien du Merkaz HaRav, le rabbin Haïm Druckman. [Le Goush Emounim \(« Bloc de la foi »\) fait de la colonisation des territoires occupés en 1967 une obligation](#) qui va s'imposer à toutes les coalitions gouvernementales israéliennes, de droite comme de gauche, qu'elles soutiennent des négociations de paix avec les Palestiniens ou qu'elles s'y opposent, et cela jusqu'à aujourd'hui. Le sionisme religieux a définitivement rompu avec son pragmatisme, et son programme se résume désormais à la revendication d'une souveraineté juive sur l'intégralité de la terre, à commencer par la partie orientale de Jérusalem, objet d'une sourde bataille de réappropriation, maison par maison. Une page se tourne. La dernière guerre israélo-arabe de 1973, qui prend de court les autorités israéliennes, acte le déclin de la gauche. En 1977, elle sera battue pour la première fois dans les urnes, par la droite nationaliste de Menahem Begin que rallie immédiatement le PNR.

Un lieu saint, thermomètre des tensions

A ces mutations israéliennes engagées en 1967 font écho celles qui travaillent le camp palestinien. La déroute des régimes arabes laisse les coudées franches à un courant nationaliste incarné par Yasser Arafat et par le Fatah, initialement aux marges de l'Organisation de libération de la Palestine constituée en 1964 dans la partie orientale de Jérusalem, sous les auspices des puissances égyptiennes, syriennes et jordaniennes. Sa

Charte publiée la même année témoigne d'une vision aussi intégrale de la terre que celle des sionistes religieux les plus radicaux. Yasser Arafat prend le contrôle de la centrale palestinienne en 1969 en agitant alternativement *Le Rameau d'olivier et le fusil du combattant*, selon le titre du tome IV (Fayard, 2011) de l'histoire monumentale consacrée par Henry Laurens à *La Question de Palestine*, qui renvoie à l'après-1967.

En reprenant pied par surprise dans le Sinaï en 1973 lors de la dernière guerre israélo-arabe, le successeur de Nasser, Anouar El-Sadate, obtient une revanche que n'annule pas la violente contre-attaque israélienne. Mais les temps ont changé, et il n'a plus comme objectif que de restaurer l'image de l'Égypte pour préparer une paix séparée avec Israël. Le front arabe a vécu. Certes, le sort des Palestiniens est spécifiquement mentionné dans les accords de Camp David, en 1978. Il n'empêche : celui-ci est passé par pertes et profits.

Le retour du religieux, engagé en Israël à partir de 1967, n'épargne pas le camp palestinien. A la fin des années 1970, [les Frères musulmans](#) renoncent au quiétisme pour progressivement s'engager dans le combat politique, en Égypte et ailleurs. A Jérusalem, l'esplanade des Mosquées – le mont du Temple pour les juifs – devient un thermomètre des tensions. En 1990, elle sera la cible de juifs messianiques voulant, comme le rabbin Shlomo Goren en 1967, raser les deux mosquées pour ériger à leur place le Troisième Temple.

En 1996, le creusement d'un tunnel archéologique à proximité de l'esplanade des Mosquées déclenche des émeutes sanglantes dans les territoires palestiniens. Après l'échec, en juillet, des négociations de Camp David, notamment sur la question de l'esplanade des Mosquées, une visite sur les lieux d'Ariel Sharon, chef de la droite nationaliste désormais représentée par le Likoud, sonne le début de la deuxième Intifada en 2000. Itamar Ben Gvir, chef de file d'un sionisme religieux désormais installé au cœur du gouvernement israélien, s'y rend à trois reprises avant la guerre déclenchée par les massacres de masse du Hamas, le 7 octobre, baptisés « [Déluge d'Al-Aqsa](#) ».

Il n'est plus de guerre israélo-palestinienne, désormais, qui ne plonge ses racines à Jérusalem.

10 janvier 2024

4. Conflit israélo-palestinien : de l'espoir d'Oslo aux réalités d'Hébron

La conclusion des accords d'Oslo en 1993, après des mois de négociations secrètes et sous le patronage américain, donne corps à l'espérance d'une solution à deux États. Mais cette avancée ne suffit pas à instaurer la confiance entre les deux communautés et les obstacles se multiplieront sur le terrain, au point de réduire à néant les efforts des diplomates.

Par Gilles Paris

Un matin pluvieux de janvier 1997, une petite équipe de diplomates américains s'avance dans la rue Al-Chouhada (« rue des Martyrs ») d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie. Elle est conduite par Aaron David Miller – inamovible adjoint du coordinateur spécial des États-Unis pour le Moyen-Orient, Dennis Ross –, qui soudain s'arrête et s'accroupit. « *J'étais là, à quatre pattes, avec un mètre-ruban, en train de calculer les différences de largeur d'une petite rue qui était devenue un point de friction central dans les négociations israélo-palestiniennes* », raconte le diplomate dans ses Mémoires.

Ainsi l'équipe américaine s'efforçait-elle de trouver un compromis permettant de lever un obstacle en apparence minuscule, mais sur lequel butait l'ensemble du processus de paix ouvert par les accords d'Oslo, un peu plus de trois ans plus tôt.

Historien de formation, Aaron David Miller connaît mieux que quiconque le poids douloureux d'Hébron dans l'histoire israélo-palestinienne. La grande ville de Cisjordanie qui porte le nom d'Al-Khalil, « l'Ami » en arabe, a été le théâtre en 1929 de massacres antijuifs qui ont mis fin à une présence multiséculaire autour du caveau des Patriarches de la Bible, Abraham, Isaac, Jacob et Joseph. Ce lieu saint, à la fois juif, chrétien et musulman, abrite leurs cénotaphes ainsi que ceux de leurs épouses. Les émeutes avaient été déclenchées par des rumeurs d'attaques juives sur les lieux saints musulmans de Jérusalem.

[En mars 1968, un groupe de sionistes religieux conduit par un rabbin messianique, Moshe Levinger](#), profite de la conquête de la Cisjordanie, un an plus tôt, lors de la guerre des Six-Jours, pour amorcer un retour juif à Hébron. « *La renaissance nationale juive est plus importante que la démocratie... Aucun gouvernement n'a*

l'autorité ou le droit de dire à un juif qu'il ne peut pas s'installer sur n'importe quel morceau de la terre d'Israël », clame cet élève de la yeshiva du Mercaz Harav, creuset d'un sionisme religieux intégral. Il établit une tête de pont dans une base militaire désaffectée située aux portes d'Hébron, qui devient la colonie de Kiryat Arba, et multiplie les prises de possession de maisons au cœur de la vieille ville, sources de tensions permanentes et souvent sanglantes.

Le 25 février 1994, cinq mois seulement après la signature des accords d'Oslo dans la roseraie de la Maison Blanche, un colon extrémiste de Kiryat Arba, Baruch Goldstein, abat au fusil-mitrailleur vingt-neuf Palestiniens en prière dans la partie du caveau des Patriarches réservée aux musulmans et en blesse 125 autres. Ce drame constitue la première épreuve d'ampleur pour le processus de paix négocié dans le secret en Norvège, qui a suspendu le temps de la guerre après des décennies de fureur. L'enjeu est donc de taille.

[Après la déroute arabe de 1967, les Palestiniens ont repris en main leur destin.](#) Leur mouvement national, forgé par ceux qui ont été contraints à l'exil par la Nakba (la « catastrophe ») en 1948, a imposé son autonomie et son représentant, Yasser Arafat, chef du Fatah – fondé au Koweït en 1959 – et devenu celui de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), une décennie plus tard. Celui-ci a pu plaider sa cause à la tribune des Nations unies, le 13 novembre 1974. Mais il n'a cessé d'essuyer des revers sur le terrain, et son image a pâti du recours aux attentats comme aux détournements d'avions, devenus la signature des groupes armés que compte l'OLP, au sein de laquelle cohabitent des factions idéologiquement distinctes.

Jugés trop envahissants, ses combattants, les fedayins, ont été chassés de Jordanie en septembre 1970. Dix ans plus tard, sous la pression militaire israélienne de l'opération « Paix en Galilée » qui remonte jusqu'à Beyrouth, l'histoire se répète au Liban, ravagé par une guerre civile que les Palestiniens sont accusés d'avoir attisée.

La guerre de 1973, pourtant remportée par l'armée israélienne, a permis aux vaincus de 1967 de laver en partie l'affront. Mais le front arabe vole en éclats en 1978, lorsque l'Égypte signe, à Camp David, après des années de patient travail du secrétaire d'État américain Henry Kissinger, une paix séparée avec la droite nationaliste israélienne du premier ministre Menahem Begin.

La décennie qui suit n'est pas non plus à l'avantage de Yasser Arafat. L'homme, qui s'est présenté devant l'ONU comme un « révolutionnaire » en lutte contre l'impérialisme et le colonialisme sioniste – en dépit du soutien financier des monarchies conservatrices du Golfe –, campe au sein d'un bloc soviétique en déclin.

Tournant pragmatique

Au sein même de l'OLP, les dissensions sont fortes. La Charte maximaliste de l'organisation, adoptée en 1964, ne conçoit un État palestinien que sur la totalité du territoire dont le Royaume-Uni avait obtenu le mandat en 1920. Mais un objectif « intermédiaire » s'esquisse lentement : l'instauration d'un pouvoir indépendant sur toute partie de cette terre dont Israël se serait retiré. Les communistes palestiniens défendent de longue date cette perspective, conformément au vote de l'URSS en faveur du plan de partage de l'ONU, en 1947.

Ce tournant pragmatique est formalisé à Alger lors du Conseil national palestinien (CNP) de novembre 1988, où le mouvement national palestinien se résigne à accepter les résolutions 242 et 338 des Nations unies. Ces résolutions n'appellent qu'au retrait israélien des territoires conquis par la guerre en 1967, soit, dans le cas palestinien, de Gaza et de la Cisjordanie. Le CNP reconnaît ainsi implicitement un partage de la terre, et donc la légitimité d'Israël sur la partie qui était alors la sienne.

Un mois plus tard, à Genève, Yasser Arafat annonce que l'OLP renonce au terrorisme, dernière condition fixée par les États-Unis pour ouvrir un dialogue avec la direction palestinienne. Le 2 mai, lors d'un entretien à l'Élysée avec François Mitterrand, Yasser Arafat assure que la Charte de 1964 est désormais « caduque ». La trouvaille linguistique matérialise cette rupture.

Un événement a précipité cette mue. En décembre 1987, l'éclatement de la première Intifada à Gaza, qui se propage très vite à la Cisjordanie, a pris de court l'OLP. Pour la première fois, les Palestiniens « de l'intérieur » sont en première ligne, et gagnent la bataille des images face à une puissante armée d'occupation, renversant à leur profit la parabole biblique du combat entre David et Goliath. Ils contraignent l'État hébreu à reconnaître la vanité du statu quo.

[La « révolte des pierres » balaie en effet l'illusion d'une occupation normalisée,](#) après les tentatives infructueuses pour briser le mouvement national palestinien en s'appuyant sur des notables ou des

mouvements islamistes encore principalement quiétistes, comme celui dont naîtra le Hamas, quelques jours après le début du soulèvement.

Washington suit ces évolutions avec attention. Son intervention dans le Golfe en 1991 pour libérer le Koweït de l'invasion irakienne, sous mandat de l'ONU et après la constitution d'une vaste coalition étendue à des pays arabes, a pour effet de couper l'OLP, soutien de Saddam Hussein, de ses bailleurs de fonds du Golfe, qui prennent fait et cause pour l'émirat agressé. Le président George H. W. Bush saisit l'occasion et met sur pied une conférence internationale pour « *mettre fin au conflit israélo-arabe* », qui se tient à Madrid, du 30 octobre au 1^{er} novembre 1991.

La conférence ne débouche sur aucune percée diplomatique entre Israël et le Liban, la Syrie, la Jordanie et les Palestiniens, mais la victoire en Israël du Parti travailliste, conduit par Yitzhak Rabin aux législatives de 1992, rouvre le jeu. La nouvelle majorité se décide à engager secrètement des négociations directes avec la direction palestinienne.

Deux profonds malentendus

Le 13 septembre 1993, le diplomate Aaron David Miller compte parmi les témoins de la poignée de main historique échangée par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat sous les yeux du président américain démocrate Bill Clinton. Un premier ministre israélien encore aurolé d'une brillante carrière militaire, un chef incontesté du mouvement national palestinien, un président d'une « hyperpuissance » sans rivale bien décidé à entrer dans l'histoire avec un accord de paix au Proche-Orient, comme son prédécesseur démocrate Jimmy Carter : tout semble en place pour que la période intérimaire de cinq ans qui s'ouvre conduise à la création d'une Palestine au côté d'Israël.

Le processus d'Oslo est rejeté par la droite nationaliste et sioniste religieuse israélienne comme par de puissantes factions palestiniennes d'inspiration marxiste et islamiste, comme le Hamas. Il repose surtout sur deux profonds malentendus. En reconnaissant Israël, tout d'abord implicitement en 1988, puis explicitement en 1993, Yasser Arafat s'est résigné à instaurer un État sur seulement 22 % de la Palestine mandataire, mais il entend bien recouvrer 100 % de Gaza et de la Cisjordanie. Après tout, Israël a cédé la totalité du Sinaï pour le prix de la paix avec l'Égypte, et les négociations qui s'ouvrent au même moment avec la Syrie de Hafez Al-Assad partent également du principe d'un retrait israélien intégral du plateau syrien du Golan. L'icône du mouvement national palestinien ne peut accepter moins concernant les territoires palestiniens conquis en 1967.

Il en va tout autrement du point de vue israélien. La poursuite de la colonisation à Gaza et surtout en Cisjordanie, y compris dans la partie orientale de Jérusalem, laisse entendre que ces 22 % sont également matière à discussion. Un autre malentendu concerne le rôle de Yasser Arafat, à la tête de l'Autorité palestinienne, créée dans les territoires occupés depuis 1967.

Israël entend qu'il réprime d'une main de fer les Palestiniens opposés à Oslo, à commencer par le Hamas. Or le chef de l'OLP a toujours régné sur les factions palestiniennes par la cooptation et le débauchage individuel, jamais par la manière forte. Tout en rejetant désormais la violence, il continue de considérer qu'elle peut lui être ponctuellement utile. Il constate enfin que ses interlocuteurs israéliens semblent plus pressés de conclure un accord de paix avec la Jordanie, comme c'est le cas en 1994, ou encore avec la Syrie qu'avec lui, ce qui accroît la défiance.

Deux ans après la cérémonie de Washington, un premier bilan d'étape met en évidence des faiblesses. Les retards ne cessent de s'accumuler pour les retraits israéliens prévus en Cisjordanie, après ceux qui ont concerné Gaza et les principales villes palestiniennes (à l'exception de celui d'Hébron, gelé après le massacre de 1994). Les attentats sanglants du Hamas font douter le « camp de la paix » israélien, sur lequel s'appuie Yitzhak Rabin. C'est alors qu'un extrémiste juif assassine le premier ministre travailliste, le 4 novembre 1995. Le processus d'Oslo ne s'en relèvera jamais tout à fait.

La mécanique laborieusement mise en place s'enraie d'autant plus que la droite nationaliste israélienne, conduite par Benyamin Nétanyahou, revient au pouvoir en 1996. Washington met tout en œuvre pour sauver cette entreprise diplomatique, comme en atteste l'équipée hébronite d'Aaron David Miller. Elle est en soi un révélateur. « *Une fois sur leur terrain, la puissante Amérique ne l'était pas tant que cela. Indépendamment de ce que nous voulions, nos interlocuteurs avaient des calendriers, des agendas et des intérêts qui leur étaient propres. Nous pouvions les presser, les cajoler, voire les menacer d'abandonner, mais si nous voulions négocier des accords, nous devons obtenir leur coopération. Et parfois, pour y parvenir, nous devons supporter les*

indignités et les machinations de petites puissances particulièrement habiles à manipuler les grandes », écrit-il quelques années plus tard.

Partage d'Hébron en deux zones

Un accord est finalement trouvé au forceps à Hébron, avec le partage de la ville en deux zones. La première (H1), qui concentre la majorité des Palestiniens, soit 115 000 personnes, est placée sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Israël conserve le sien sur la seconde (H2), où résident 35 000 Palestiniens soumis à de sévères restrictions du fait de la présence de 500 colons extrémistes, le tout sous le regard d'observateurs internationaux. Les faits sur lesquels le sionisme religieux a bâti son projet messianique continuent de s'imposer.

Un autre accord d'étape prévoyant des retraits israéliens additionnels en Cisjordanie est conclu en 1998, à Wye River (Maryland), mais il reste lettre morte. Le processus tourne désormais à vide.

Le retour d'un travailliste au pouvoir en Israël sonne comme une ultime occasion. Soldat le plus décoré d'Israël, Ehoud Barak entend profiter des derniers mois du second mandat de Bill Clinton pour relancer Oslo. À sa manière. Chef d'état-major de l'armée israélienne en 1993, il a fait part, à l'époque, de ses réserves à propos des premiers accords qui, selon lui, « *comptent plus de trous que de gruyère* ».

En position de force à son arrivée au pouvoir, en juillet 1999, il brouille cependant son message en cherchant tout d'abord un accord avec un Hafez Al-Assad affaibli par la maladie, sans tenir compte des lignes rouges territoriales formulées par la Syrie. Il pousse à l'organisation d'une rencontre avec le dictateur syrien à Genève, en mars 2000, qui se solde par un échec aussi cuisant que prévisible.

En perte de vitesse dans l'opinion israélienne, Ehoud Barak reprend la piste d'un accord avec les Palestiniens, mais à ses conditions, c'est-à-dire sans nouer une relation de confiance avec Yasser Arafat, ni effectuer les retraits israéliens en souffrance depuis déjà des années, et pour lesquels il s'est pourtant engagé à Charm El-Cheikh (Egypte), en décembre 1999. A nouveau, il force la main de Washington en précipitant des négociations sur les questions les plus délicates laissées en souffrance : les frontières, le sort des réfugiés palestiniens et celui de Jérusalem.

Les délégations israélienne et palestinienne se retrouvent une nouvelle fois dans le Maryland, à Camp David, le 11 juillet 2000, en compagnie de Bill Clinton. Une scène dit tout de l'état d'esprit de ses protagonistes. Après une brève promenade dans les sous-bois et une pose pour les photographes, le trio se présente devant l'entrée du bâtiment où il doit engager les premières discussions. Chacun s'efface devant l'autre, jusqu'à ce qu'Ehoud Barak pousse littéralement Yasser Arafat à l'intérieur en dépit de sa résistance.

Le chef de l'OLP s'est en effet rendu à Camp David à reculons, excédé par les manières de son interlocuteur israélien. Le manque de préparation et surtout l'absence d'un texte de cadrage plongent très vite les négociateurs dans une impasse, accentuée par l'immobilisme de Yasser Arafat. Les blocages se cristallisent sur le sort de Jérusalem, et plus précisément la souveraineté sur la Vieille Ville. Faute de contacts préalables avec les principales capitales arabes, le chef palestinien se refuse à la moindre concession. Les efforts déployés par le président des États-Unis, jouant alternativement de la pression et du charme, n'y changent rien. « *L'empathie ne suffisait pas, analyse a posteriori Aaron David Miller. Clinton n'avait pas la sournoiserie de Kissinger, ni l'esprit missionnaire de Carter, ni la fermeté non sentimentale de Baker [le secrétaire d'État de George H. W. Bush].* »

Le 24 juillet 2000, l'échec est acté par un communiqué laconique. Les Israéliens et les Américains en rejettent vite la responsabilité sur Yasser Arafat. L'espoir né avec Oslo a vécu.

Une seconde Intifada, bien plus sanglante que la première, éclate après la visite en septembre du chef de la droite nationaliste israélienne, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem. Bill Clinton quitte la Maison Blanche en janvier 2001, Ehoud Barak est défait dans les urnes deux mois plus tard. Assiégé plus de deux ans à Ramallah, Yasser Arafat meurt de maladie, en France, où il a été évacué en urgence, en novembre 2004.

De guerre lasse, Aaron David Miller avait quitté la diplomatie un an plus tôt.

11 janvier 2024

5. En Israël, de la promesse de concorde à l'incendie identitaire

Construit sur un engagement de liberté, de justice et de paix pour tous ses habitants, l'État hébreu a évolué au fil des années vers une idéologie extrémiste, rendant chaque jour plus illusoire le rêve de la solution à deux États.

Par Piotr Smolar

On a demandé aux invités de taire la raison de leur venue. En vain. C'est le secret le moins bien préservé du moment. Les voitures officielles se succèdent devant le Musée d'art de Tel-Aviv. Il est 16 heures. Il faut se dépêcher avant le début du shabbat. Alors que le mandat britannique en Palestine est sur le point d'expirer, en ce vendredi 14 mai 1948, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au pied du bâtiment, retenant leur souffle.

À l'intérieur, les visages sont graves. Sous un portrait intimidant du journaliste austro-hongrois Theodor Herzl, le père du sionisme politique, David Ben Gourion (1886-1973) lit la déclaration d'indépendance du nouvel État devant les représentants de toutes les composantes de la communauté juive.

Ses termes ont fait l'objet d'âpres négociations. En particulier la référence à Dieu. Trop présente pour les laïques, puis expurgée du texte à la colère des religieux, et enfin réintroduite sous une forme discrète. *Tzur Yisrael* – « le rocher d'Israël » – est une expression commode car ambivalente. On peut la saisir comme une référence au créateur dans le judaïsme mais aussi au peuple juif, d'un point de vue politique. La voix de David Ben Gourion ne tremble pas. Elle est néanmoins gonflée d'émotion au moment de lire la déclaration devant les micros.

C'est une promesse volontariste en des temps bien incertains, faite au nom des morts de la Shoah, en réponse à deux mille ans d'exil et pour les générations à venir. Le texte proclame « *la création d'un État juif en terre d'Israël* ». Fondé sur la « *liberté, la justice et la paix* », il consacre le développement du pays « *pour le bénéfice de tous ses habitants* » et assure « *la plus complète égalité sociale et politique* », cela « *sans distinction de religion, de race ou de sexe* ». Égalité, absence de toute discrimination : les racines socialistes de l'État apparaissent clairement.

Nous voilà soixante-dix ans plus tard. Israël est à l'âge adulte, ce qui n'empêche pas les crises existentielles. Il



est 4 heures ce 19 juillet 2018, et les lumières ne sont toujours pas éteintes à la Knesset, le Parlement israélien. Voici venu le temps d'un selfie. On est loin du noir et blanc qui avait immortalisé David Ben Gourion. Ce cliché réunit des élus du Likoud, la formation principale de la droite, autour de leur chef de file, le premier ministre Benyamin Nétanyahou. Que fêtent-ils ainsi ? L'adoption d'un texte historique et controversé, par 62 voix contre 55, définissant Israël comme « *le foyer national du peuple juif* ». Une expression commune. Le contexte ne l'est pas.

Confettis

Le député qui tient le téléphone à bout de bras, hilare, s'appelle Oren Hazan. Il porte une chemise blanche à manches courtes et un jean. On voit son ventre et son caleçon. Les selfies sont l'une de ses spécialités. En mai 2017, il avait provoqué un scandale sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion au pied d'Air Force One, l'avion présidentiel américain, en recueillant ainsi un cliché aux côtés de Donald Trump à son arrivée en Israël. Depuis son entrée à la Knesset, en 2015, Oren Hazan a été régulièrement blâmé, suspendu, expulsé. La presse a révélé son passé comme tenancier de casino en Bulgarie, encourageant la drogue et la prostitution.

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

Mais, en ce 19 juillet, qui se soucie des excentricités d'Oren Hazan ? Il s'agit alors, selon Benjamin Nétanyahou, d'un « *moment charnière dans les annales du sionisme et de l'État d'Israël* ». Dans les travées de l'opposition, la colère et l'effroi dominant. « *Je déclare avec stupéfaction et tristesse la mort de la démocratie* », affirme Ahmad Tibi, tandis que son collègue de la Liste arabe unie, Jamal Zahalka, fait des confettis avec le texte.

Le patron de l'Agence juive, Natan Sharansky, le procureur général, Avichai Mandelblit, et même le président israélien, Réouven Rivlin, avaient exprimé de vives préoccupations au sujet de la première mouture. Selon le chef de l'État, un article pouvait causer un grave préjudice à la réputation d'Israël. Il offrait la possibilité à un groupe, représentant une population ou un culte spécifique, d'établir une communauté d'habitation séparée. Soit une carte blanche aux discriminations, au nom d'une homogénéité recherchée et assumée.

Selon le président israélien, le texte, dépourvu de limitations, aurait permis d'établir « *une communauté sans juifs mizrahim, sans ultraorthodoxes, sans Druzes, sans membres LGBT* ». Au cours de négociations finales, Nétanyahou et son ministre de l'éducation, Naftali Bennett, représentant du parti messianique Foyer juif, décident d'abandonner cette clause. La formule retenue considère le développement de communautés juives comme une « *valeur nationale* », sans préciser si c'est en Israël même ou en Cisjordanie occupée. Un flou calculé.

Depuis sept ans, l'idée d'inscrire la définition d'Israël comme État juif dans une Loi fondamentale – la plus haute valeur juridique qui soit, en l'absence de Constitution – revenait de façon régulière à droite. Fin novembre 2014, Benjamin Nétanyahou s'exprimait déjà à la tribune de la Knesset pour défendre sa propre version du projet, souvent revisité. « *Au fil des ans, expliquait-il, un déséquilibre clair s'est créé entre le caractère juif et démocratique [de l'État]. Il y a un déséquilibre entre les droits individuels et les droits nationaux en Israël.* »

Message symbolique

Un péril identitaire pèserait donc sur Israël car sa dimension nationale juive ne serait pas cultivée et célébrée. Quatre ans plus tard, le débat ressurgit, toujours aussi vigoureux. Cette fois, le premier ministre a décidé de promouvoir le projet de loi juste avant la fin de la session parlementaire. Les élections approchent. « Bibi » veut offrir un cadeau d'envergure aux nationalistes et à l'extrême droite. Il est un peu fébrile : depuis un an et demi, [il a été interrogé à dix reprises par la police dans plusieurs enquêtes judiciaires qui mettent en cause sa probité](#).

Le texte final voté à la Knesset est-il purement symbolique et déclaratif, ou bien révèle-t-il quelque chose de plus profond sur l'évolution du pays ? Bien qu'édulcorée par rapport aux ambitions premières du camp nationaliste, la 14^e Loi fondamentale adoptée ce jour de juillet 2018 est une borne identitaire. Elle rappelle de nombreux éléments figurant déjà dans la déclaration d'indépendance et fixe les attributs de souveraineté, comme le drapeau, l'hymne national, le calendrier juif.

Elle définit aussi Jérusalem comme la capitale « *complète et unifiée* » d'Israël, alors que le statut de la Ville sainte ne devrait être tranché qu'au terme de négociations de paix avec les Palestiniens, en vertu du consensus international. Le texte accorde aux seuls Juifs le droit à l'autodétermination.

Cette insistance s'accompagne d'une dégradation, celle de la langue arabe. Elle cesse d'être langue officielle au même titre que l'hébreu, et se voit dorénavant attribuer un « *statut spécial* ». Cela change-t-il quelque chose dans les faits ? Le problème réside dans le message symbolique, la menace implicite adressée à la minorité arabe. Ces citoyens, qui disposent en principe de droits civiques pleins, paient des impôts et votent aux élections, peuvent s'interroger sur leur place dans la société israélienne.

Une rupture d'égalité – un principe au cœur de la promesse de 1948, oublié dans la nouvelle loi – apparaît clairement. Mais elle existe déjà en pratique. Les hommes ultraorthodoxes, par exemple, ne sont-ils pas exemptés de service militaire obligatoire, offrant leur temps à Dieu plutôt qu'à la défense de la patrie ? Les jeunes couples ne sont-ils pas soumis, au moment du mariage, au monopole religieux du grand rabbinat, alors que le mariage civil n'existe pas ?

Racines enroulées sur les pierres

La loi de 2018 révèle en réalité les tourments identitaires d'Israël et l'introuvable définition de son État. La permanence de menaces extérieures à ses frontières ne peut tenir lieu de seul ciment. D'abord, ses frontières sont incertaines. Au nord, l'annexion du plateau syrien du Golan n'est pas reconnue sur le plan international.

Le Monde Dossier Israël-Palestine, la guerre sans fin

A l'est, l'occupation en Cisjordanie – un régime supposément provisoire depuis la guerre des Six-Jours en 1967, muant en annexion rampante – crée un flou existentiel. Où finit Israël ? La question n'est pas que territoriale mais aussi démographique.

En ne définissant pas son territoire, Israël s'expose à des projections menaçantes. En avril 2023, le Bureau central des statistiques estimait que la population totale dans le pays s'élevait à 9,7 millions de personnes, dont 7,1 millions de Juifs (73,5 %) et 2,04 millions d'Arabes (21 %). Mais si on ajoute la population palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, la majorité juive devient rachitique, voire inexistante.

Dès lors, le dilemme est clair. Comment rester à la fois un État juif et démocratique tout en conservant la mainmise sur les territoires obtenus en 1967 ? La domination ou le droit ? La terre ou l'âme ? La plasticité identitaire est au cœur même du judaïsme, par ses mille nuances possibles. Mais que faire si une lecture restrictive s'impose, plaçant Dieu à la tête d'un nouveau plan cadastral ?

Ce déchirement identitaire est le fil conducteur de l'histoire d'Israël depuis l'assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin par un extrémiste juif en novembre 1995, puis la campagne d'attentats-suicides palestiniens, pendant la seconde Intifada (2000-2005). Ces deux séquences ont éteint la promesse d'Oslo, les accords de paix conclus en 1993, qui dessinaient la voie vers la solution à deux États. L'assassinat de Rabin a révélé que la bataille pour l'âme d'Israël, pour sa définition, était une affaire de vie et de mort.

Il y a, à cette époque, environ 140 000 colons en Cisjordanie, contre près de 500 000 aujourd'hui, qui vivent dans 146 colonies et 144 avant-postes, selon l'organisation La Paix maintenant. Ils ont gagné sur la durée. Leurs racines s'enroulent autour des pierres, de colline en colline. Imaginer qu'on puisse les déloger, par l'incitation financière ou la force, est une illusion.

Se soumettre ou partir

Depuis le début des années 1970, les colons messianiques portent un récit, celui d'une reconquête de la « Judée-Samarie », d'un retour aux terres bibliques. D'abord marginal et sectaire, il n'a cessé de gagner en légitimité, en centralité. D'autant que la gauche travailliste est devenue atone. Cela s'explique d'abord par l'onde de choc de la seconde Intifada. Celle-ci a imposé un profond pessimisme au sein de la société, bien au-delà des lignes partisans, sur la possibilité d'une paix. En résumé, il n'y aurait personne avec qui négocier.

Dès lors, l'État hébreu assume seul tous les choix stratégiques. C'est ainsi que commence la gestion du conflit à feu réduit mais permanent. Il ne s'agit pas de trouver une solution, mais de dominer l'adversaire, de prévenir ou de punir ses explosions de violence.

La première étape a été le retrait de la bande de Gaza, en 2005. Une décision historique, prise par le premier ministre de l'époque, Ariel Sharon, sans concertation avec l'Autorité palestinienne (AP).

Plusieurs milliers de soldats israéliens protégeaient dans l'enclave quelque 8 500 colons, qui opposèrent pour certains une farouche résistance à cette évacuation. Sharon était un faucon aux calculs complexes. Dans une lettre au président américain d'alors, George W. Bush, il constatait « l'impasse » dans les relations avec l'AP. Yasser Arafat, son dirigeant, était mort un an plus tôt et son parti, le Fatah, semblait affaibli. Le retrait israélien de Gaza ouvre dès lors la porte du pouvoir au Hamas, qui va obtenir des résultats inattendus aux élections de 2006, puis régler ses comptes par les armes avec le Fatah et s'accaparer tous les pouvoirs dans l'enclave à partir de 2007. Gaza se transforme petit à petit en cellule aux barreaux épais.

La conclusion logique de cette séquence aurait dû être, pour Israël, qu'aucun progrès ne peut être accompli vers la paix et la sécurité sans un partenariat avec l'AP. Au lieu de cela, une amertume du retrait va s'installer, au fil des cycles d'affrontement suivants avec les factions armées à Gaza (2008-2009, 2012, 2014, 2021 et 2023). La droite israélienne a retenu comme leçon que ce retrait fut un cadeau trop coûteux offert aux Palestiniens. Face à eux, seuls la force ou le déni deviennent des positions admises.

La question de leurs droits politiques disparaît pour laisser la place à la promesse conditionnée de simples incitations économiques. Un double mouvement, en apparence contradictoire, s'opère à droite : on essentialise ce peuple voisin, dans un élan ouvertement raciste, tout en niant son existence propre. Simples Arabes parmi les Arabes, les Palestiniens doivent se soumettre ou partir.

Trump, accélérateur de la dérive

L'élection de Donald Trump aux États-Unis agit par la suite comme un puissant accélérateur de la dérive identitaire israélienne, au-delà des ressorts nationaux propres de l'État hébreu et de la fragmentation traditionnelle de la société entre juifs orientaux et européens, centre et périphérie, gauche et droite.

L'homme d'affaires devenu président, qui connaît l'importance de la Terre sainte pour l'électorat évangélique américain, brise tous les consensus internationaux. Il reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël, fin 2017, puis l'annexion du plateau du Golan. Il propose un plan de paix en février 2020 qui réalise les rêves les plus fous des extrémistes, sans aller jusqu'à suggérer l'expulsion de tous les Palestiniens vers les pays arabes.

Il n'y a plus d'administration américaine raisonnable pour retenir la droite israélienne et justifier des compromis, puisque Donald Trump pilote lui-même le bulldozer. L'ivresse identitaire se banalise.

Le parcours de Bezalel Smotrich résume à lui seul la mue de ce camp. En 2005, alors jeune extrémiste opposé au désengagement de la bande de Gaza, il est arrêté et retenu pendant trois semaines par le Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, car suspecté de vouloir bloquer des routes.

Dix ans après, il entre à la Knesset. Depuis décembre 2022, il est ministre des finances au sein du nouveau gouvernement Nétanyahou, dominé par l'extrême droite. Fier homophobe, opposé à la présence des femmes dans l'armée, défendant la supériorité de la Torah sur la loi civile et l'annexion de la Cisjordanie, Bezalel Smotrich n'est plus une figure marginale de la droite israélienne. Il est sa nouvelle déclinaison.

A la tribune de la Knesset, en octobre 2021, il est conspué par des députés arabes. L'élu leur répond : « *Vous êtes ici par erreur, ce fut une erreur de Ben Gourion de ne pas avoir fini le boulot et de ne pas vous avoir virés en 1948.* » Smotrich emploie aussi à leur adresse le mot pivot dans le lexique de la nouvelle droite israélienne : « ennemis ». A compter de 2014, la stigmatisation d'une cinquième colonne fantasmée a pris une place décisive dans la rhétorique politique.

Briser la résistance

Il y a d'abord les citoyens arabes d'Israël, que Nétanyahou accuse d'aller voter « *en masse* » et « *par bus* » lors des législatives de 2015. Il y a leurs complices supposés, ces organisations non gouvernementales dites « de gauche », comme Breaking the Silence, B'Tselem ou le New Israel Fund, qui documentent l'occupation et les guerres à Gaza ou s'émeuvent des discriminations dans la société israélienne.

Enfin, il y a les journalistes. Ces importuns qui transforment les affres judiciaires de Nétanyahou en feuilleton, qui racontent ses accointances avec des milliardaires, son goût des cigares et du champagne, ses arrangements avec l'éthique.

L'agenda est clair. Briser la résistance palestinienne. Briser les oppositions internes. Briser les contre-pouvoirs, telle la Cour suprême, comme le proposait [le projet de réforme judiciaire](#) mis en avant par le gouvernement début 2023. Une mobilisation historique de la société civile dans la rue a déjoué cette ambition. [L'attaque du 7 octobre conduite par le Hamas](#) a changé les priorités. Deuil, chagrin, désarroi, colère, rage, vengeance : toute la gamme de ces sentiments a saisi les Israéliens. Union sacrée ? On peine à distinguer du sacré. Quant à l'union, qui évoque encore cette ambition ?

En 2015, dans un discours d'une rare envergure, le président Réouven Rivlin avait décrit un « *nouvel ordre israélien* ». Se défendant de toute « *prophétie apocalyptique* », il invitait à regarder « *la réalité* », celle de tribus de taille équivalente – ultraorthodoxes, nationalistes religieux, laïques et Arabes – vivant « *dans l'ignorance mutuelle et une absence de langage commun* ». Réouven Rivlin, incarnation d'une droite israélienne classique raisonnable, appelait à construire un « *partenariat* » entre ces communautés.

Il disait ceci : « *Nous ne sommes pas condamnés à être punis par le développement de la mosaïque israélienne.* » Puis il ajoutait : « *Nous ne devons pas laisser le "nouvel ordre israélien" nous pousser au sectarisme et à la séparation.* » Un avertissement prémonitoire, hélas ignoré.